

ÉDITORIAL

Par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Force

Il aura donc fallu plus de dix ans de politique migratoire européenne répressive, des dizaines de milliers de noyades en mer d'hommes, de femmes et d'enfants cherchant à fuir la guerre ou la misère, pour que l'on comprenne enfin que l'immigration, soigneusement encadrée, est sans doute la clé de la puissance économique et donc politique de l'Europe. Les chiffres ne trompent pas : le nombre d'enfants par femme ne cesse de diminuer dans l'Union européenne. La France par exemple, a enregistré pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale moins de naissances que de décès en 2025. Et cette tendance devrait se poursuivre au vu de l'état actuel du monde. Alors que faire ? Décroître tranquillement ou profiter des compétences et de l'énergie de celles et ceux qui frappent à la porte, désireux de travailler là où il y a des postes à pourvoir ? Tandis que le Medef, en France, pousse à ouvrir davantage le pays à seule fin de récupérer de la main-d'œuvre, la confédération allemande des syndicats s'est récemment félicité qu'Angela Merkel ait accueilli en 2015 quelque 1,2 million de réfugiés. Dix ans plus tard, 69% ont un emploi et participent à la croissance de l'Allemagne. Aussi la con-

Immigration La solution négligée

Englués dans une idéologie hostile aux étrangers, les gouvernements français successifs s'acharnent à entraver l'accueil d'étrangers dont le pays a besoin pour soutenir sa démographie et son économie.

Par
RACHID LAÏRECHE

poursuit sa baisse et devient inférieur à celui des décès (651 000).

Rien de surprenant. « On s'attendait à ce résultat. C'était inéluctable,

breuse née lors du baby-boom, entre la Seconde Guerre mondiale et la



fédération appelle-t-elle à en admettre davantage encore *«pour continuer à prospérer»*. C'est ce qui pousse aujourd'hui le gouvernement espagnol à adopter un plan de régularisation d'environ 500 000 sans-papiers. Ce n'est pas par bonté d'âme mais pour donner de l'élan à l'économie du pays. C'est bien sûr pain bénit pour l'extrême droite qui, partout, ne cesse de brandir les spectres de la délinquance et de la criminalité, les associant systématiquement à l'immigration. On ne va pas verser dans l'angélisme, il y a des cas particuliers problématiques, mais les études montrent que, globalement, il n'y a pas de cause à effet entre l'immigration et le niveau moyen de délinquance. Tout dépend des conditions d'accueil : plus elles sont dégradées, plus le risque de délinquance augmente. L'Europe s'est construite depuis des décennies sur l'immigration, cela doit continuer à être sa force. ◆

Infographie ALICE CLAIR

Les courbes se croisent pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de naissances (645 000)

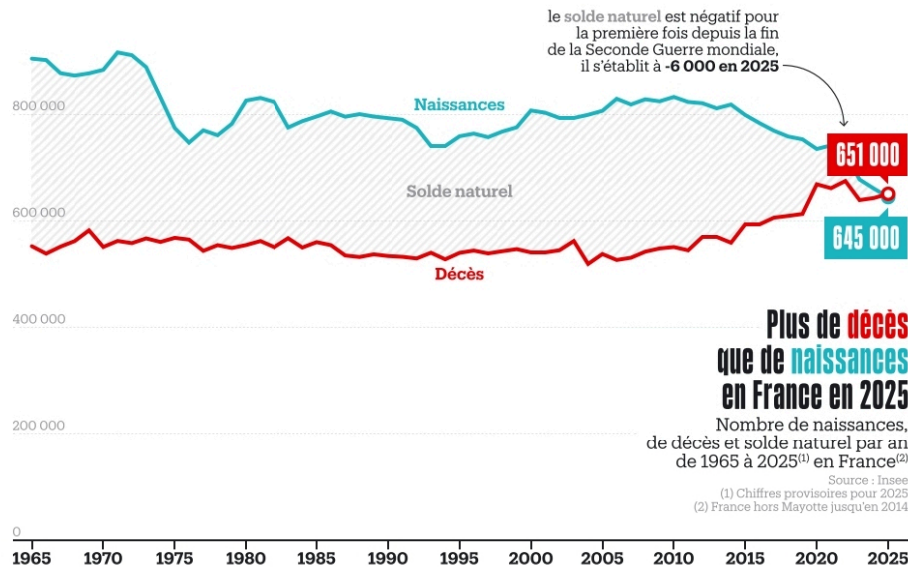
Un solde naturel négatif. La nouvelle a été confirmée mi-janvier dans le dernier rapport de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) sur l'évolution de la population française.

explique Sylvie Le Minez, responsable de l'unité des études démographiques et sociales de l'Insee. Cette tendance va se confirmer dans les prochaines années, au moins jusqu'en 2040, la génération nom-

crise pétrolière, vieillit de plus en plus.»

Une situation qui a de nombreuses répercussions. Elle fragilise le financement du système des retraites et de la Sécurité sociale. Elle impacte aussi la croissance économique, avec une main-d'œuvre moins nombreuse. La professeure d'économie à l'Ecole polytechnique Pauline Rossi estime le manque à 100 000 personnes à *«moyen terme»* sur le marché du travail. Emmanuel Macron en a parlé l'an passé. Il a annoncé un congé de naissance et un plan contre l'infertilité en vue d'un *«réarmement démographique»* pour relancer la natalité qui patine. Une mission quasi impossible.

Une autre possibilité existe : l'immigration. Selon les chiffres publiés mardi par la Direction générale des étrangers en France, les titres de séjour délivrés pour la première fois sont en hausse (plus de 384 000 l'an dernier, + 11 % sur un an), mais les expulsions aussi (15 569 personnes, + 21,1 %), quand les régularisations ont baissé de 10 % (28 610 personnes). L'immigration est souvent présentée en recours pour compenser les pénuries de main-d'œuvre,



La France qui, en 1965, avait enregistré pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale moins de naissances que de décès en 2025. Et cette tendance devrait se poursuivre au vu de l'état actuel du monde. Alors que faire ? Développer tranquillement ou profiter des compétences et de l'énergie de celles et ceux qui frappent à la porte, délaissés de travailler là où il y a des postes à pourvoir ? Tandis que le Mexique, en France, pousse à ouvrir davantage le pays à seule fin de récupérer de la main-d'œuvre, la confédération allemande des syndicats a-t-elle récemment félicité qu'Angela Merkel ait accueilli en 2003 quelque 1,2 million de réfugiés. Dix ans plus tard, 89 % ont un emploi et participent à la croissance de l'Allemagne. Aussi la confédération appelle-t-elle à en

neglige

Englués dans une idéologie hostile aux étrangers, les gouvernements français successifs s'acharnent à entraver l'accueil d'étrangers dont le pays a besoin pour soutenir sa démographie et son économie.

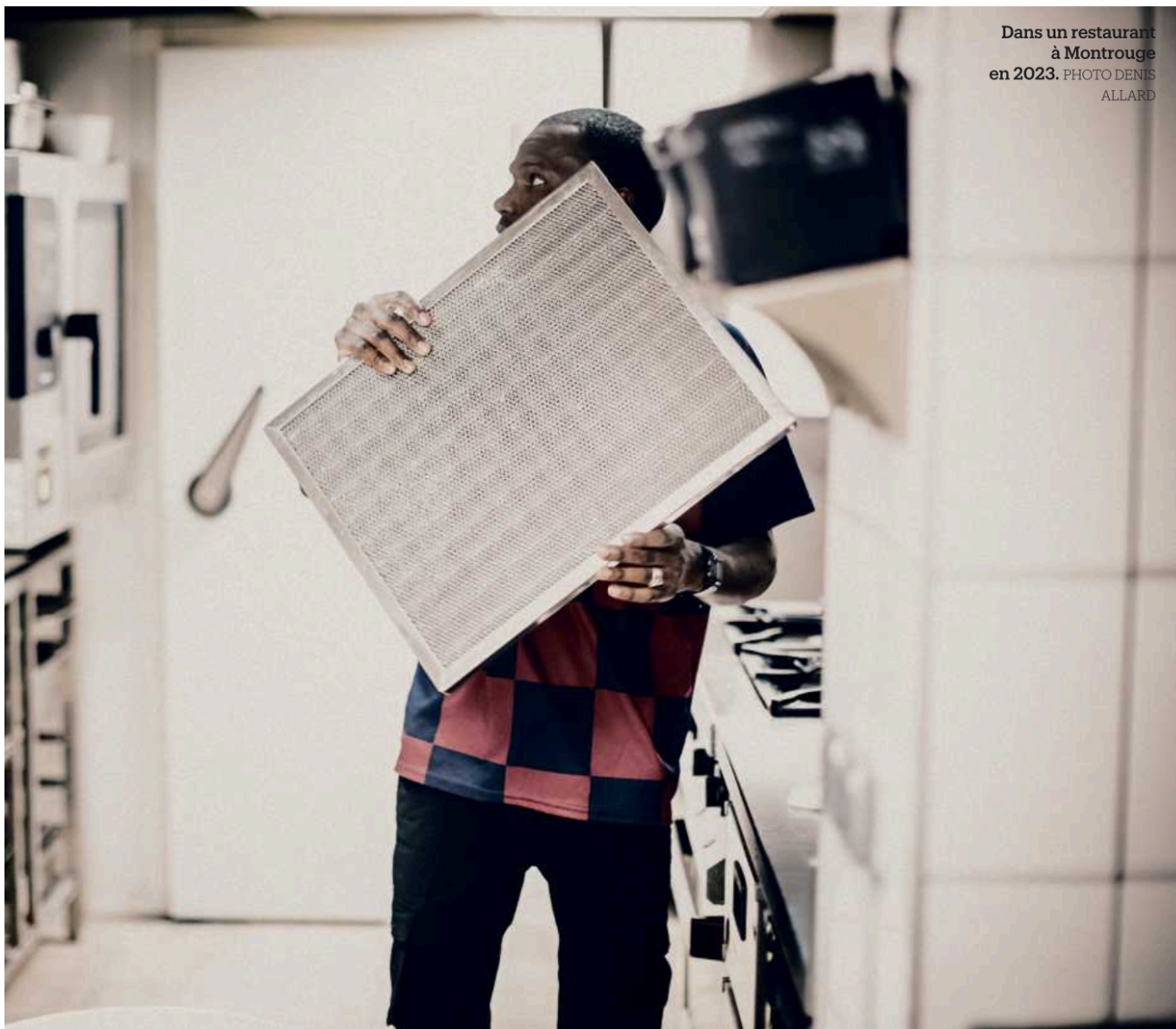
Par RACHID LAÏRECHIE
Infographie ALICE CLAIR

poursuit sa baisse et devient inférieur à celui des décès (645 000). Un solde naturel négatif. La nou-

rien de surprenant. «On s'attendait à ce résultat. C'était inévitable», explique Sylvie Le Minez, responsa-



bleuse n'y a-t-elle du baby-boom, entre la Seconde Guerre mondiale et la crise pétrolière, vieillit de plus en



Dans un restaurant
à Montrouge
en 2023. PHOTO DENIS
ALLARD

mais les dirigeants politiques français refusent de franchir le cap pour le moment, contrairement à cer-

Régularisations massives:

cales non réalisées». Les principaux syndicats, nettement en faveur de la mesure, soulignent qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une économie en croissance (+ 2,9 % en 2025), avec un chômage sous la barre des 10 % – une première depuis 2008 – et qui a créé, autre record, 600 000 emplois l'an dernier. Toujours selon Funcas, 127 000 personnes non régularisées s'installent chaque année en Espagne depuis 2022 et *«participent fortement à l'essor économique»* du pays.

Reste que, outre ces considérations, la conjoncture force aussi à lire la décision de Pedro Sánchez sous un prisme politique. Ces derniers temps, tout concourait à obscurcir l'avenir d'un chef du gouvernement en minorité au parlement, mais qui entend absolument finir son mandat, à l'été 2027, dans de bonnes conditions. Or, après une série de scandales sexuels affectant des membres de son parti, de soupçons de corruption pesant sur sa compagne et son frère David, le voici mis en cause par l'opposition sur la sécurité ferroviaire après trois récents accidents, dont celui d'Adamuz près de Cordoue qui a fait 45 morts le 18 janvier.

Blinder

Dans ce contexte, la régularisation massive décidée par Sánchez lui permet de changer la donne. *«Il brouille les cartes politiques en introduisant un sujet qui renforce son camp, très fragmenté, et contribue à diviser plus encore les droites»*, souligne l'analyste Alberto Pérez Giménez.

Le Premier ministre affaiblit ainsi son principal adversaire, le Parti populaire (PP), que les sondages placent en tête des sondages. Favorable à la régularisation il y a deux ans, le chef de file conservateur Alberto Núñez Feijóo a changé d'avis et durci son discours : *«La nationalité et le permis de séjour se méritent, ils ne s'offrent pas en ca-*

tains voisins. Le gouvernement espagnol a annoncé un plan de régularisation de sans-papiers (*lire ci-contre*). Une mesure qui permettra, à partir d'avril, à «environ un demi-million de personnes» d'être régularisés. Ils pourront «travailler dans n'importe quel secteur, partout dans le pays».

LA TROUILLE

Un représentant du Mouvement des entreprises de France (Medef) ne passe par quatre chemins. Les politiques ont la trouille pour de mauvaises raisons. «Ils refusent de proposer le débat parce que le Rassemblement national est aux portes du pouvoir, dit-il. On devrait pouvoir en parler pour mettre en place un système qui permette de faire tourner nos entreprises qui cherchent des employés.» Les mêmes secteurs reviennent, notamment le bâtiment, la restauration et l'hôtellerie. Le représentant du Medef raconte les patrons qui refusent des chantiers ou les restaurants qui mettent la clé sous la porte, en région parisienne mais surtout ailleurs, dans les **Suite page 4**

l'exception espagnole

L'exécutif socialiste de Pedro Sánchez va intégrer dans une économie en plein essor près de 500 000 sans-papiers. La mesure, née d'une initiative citoyenne, rassemble la gauche fragmentée et affole droite et extrême droite.

Vingt ans après la dernière grande vague de régularisations, le gouvernement espagnol frappe un grand coup qui, dans le monde occidental, apparaît totalement à contre-courant. Si en 2005, le socialiste José Luis Zapatero avait légalisé plus d'un demi-million de personnes, son successeur idéologique Pedro Sánchez a donné son feu vert afin que le même nombre de sans-pa-

papiers régularisent leur résidence en Espagne. Approuvée mardi par le Conseil des ministres espagnol, la mesure passe par un décret-loi – proche du 49.3 en France. Ce qui évite un vote du Sénat, où la droite, majoritaire, est opposée à la décision et montre sa fureur.

Bon sens

Issue d'une Initiative législative populaire, appuyée par 700 000 signatures, l'idée avait été approuvée en 2024 par toutes les formations sauf l'extrême droite, et a donc sa «pleine légitimité», juge le gouvernement, qui estime qu'au moins 500 000 sans-papiers pourraient en bénéficier, originaires dans leur majorité d'Amérique latine. Pour les personnes immigrées entrant dans les critères, c'est une très bonne nouvelle car – promettent les autorités – les obstacles administratifs seront faibles : il suffira,

à partir d'avril, de fournir les preuves d'une présence sur le sol espagnol avant le 31 décembre 2025, pendant au moins cinq mois, et d'avoir un casier judiciaire vierge. Contrat locatif, billets de transports, voire justificatifs d'envois d'argent vers l'étranger feront l'affaire pour attester de la résidence. Les dossiers seront traités sous trois mois, assure l'exécutif. Aussi spectaculaire soit-elle, la mesure semble relever du bon sens. A en croire la fondation espagnole Funcas, le nombre de personnes sans papiers dans le pays a été multiplié par huit depuis 2017 et atteindrait aujourd'hui 840 000. Dans le quotidien *El País*, l'économiste Gonzalo Fanjul estime que «le statut de non-régularisé est un marqueur dévastateur de punition sociale, légale et professionnelle. L'Etat perd des fortunes chaque année du fait de contributions fis-

deau [...]. Accorder les papiers sans garantir l'avenir est une irresponsabilité [...] car cela accélère la fracture sociale.»

Le PP s'aligne ainsi de plus en plus sur les positions de Vox, le parti xénophobe dont la progression se confirme à chaque nouveau scrutin. Comme lors des récentes régionales en Estrémadure et, très certainement, celles en Aragon ce dimanche. Favorable aux expulsions et à la «remigration» chère à Eric Zemmour, le patron de Vox, Santiago Abascal, a rugi : «500 000 illégaux ! Le tyran Sanchez hait le peuple espagnol. Il veut le remplacer !» Cependant, pour achever son mandat sans risquer une motion de censure fatidique et pour arriver renforcé aux législatives de l'an prochain, le dirigeant socialiste a besoin de blinder ses alliances. Quant il ne s'agit pas de les sceller de nouveau, comme c'est le cas avec Podemos, turbulent allié de gauche radicale qui réclame depuis 2024 cette régularisation massive.

FRANÇOIS MUSSEAU
Correspondant à Madrid

Suite de la page 3 départements moins peuplés ou reculés. Au téléphone, un communicant du Medef, qui parle en off, comme son collègue plus haut, offre deux choix au gouvernement pour sortir de l'impasse : avoir recours à la main-d'œuvre étrangère ou changer le modèle social.

L'ancien candidat à la présidentielle Benoît Hamon opte pour la première option. Le responsable de Singa, une ONG tournée «vers l'accueil des réfugiés et des personnes migrantes», s'étonne du silence des politiques, «même» de gauche. «On devrait régulariser les sans-papiers qui travaillent ici depuis des années et accueillir des immigrants de manière inclusive pour les intégrer au mieux dans notre société, mais je laisse ça de côté. La question qui est posée n'est pas idéologique mais logique. Notre modèle social – les retraites et la Sécurité sociale – fait partie de notre histoire, notre héritage et notre patrimoine, revendique-t-il. Nous devons le protéger.» Benoît Hamon espère que la question sera débattue lors de l'élection présidentielle.

Les syndicats tentent eux aussi de se faire entendre. La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, souhaite que la France sorte de «l'hypocrisie» : l'économie française «ne peut pas fonctionner sans les immigrants». Elle s'oppose au «durcissement des règles» et souligne les «effets déléteurs du passage» de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur. Il a mis en place une circulaire qui complique davantage la vie des sans-papiers, qui «n'arrivent même

plus à obtenir un rendez-vous en préfecture. Plutôt que de mettre des bâtons dans les roues de ceux qui travaillent et les dissuader de rester, on devrait faciliter leurs démarches, dit Maryse Léon à Libération. Nous avons besoin de leurs compétences.»

«A CONTRESENS»

Elena (1) est employée au ministère de l'Intérieur «depuis quelques années». Elle ne se pose même plus de questions sur les blocages. Elle n'attend plus rien. Elena a travaillé sous de nombreux ministres place Beauvau, mais le constat est le même : «La question migratoire est traitée de manière négative, on se concentre sur les sans-papiers et les migrants aux frontières. Il n'y a aucune réflexion sérieuse en lien avec la démographie, à cause de l'idéologie politique qui prend des décisions à contresens. Personne ne prend le risque d'inverser la tendance et de faire des propositions.»

Elena note un détail qui a son importance lors de ses discussions avec des collègues ou des responsables politiques. Ils lui parlent de la «super» nounou qui cajole les enfants ou de l'aide à domicile qui «prend soin» des parents. «A tous les coups, ou presque, ce sont des personnes issues de l'immigration. Ils voient bien l'utilité. Ils sont conscients du manque de personnes dans le secteur, mais ils ne font jamais le lien entre leur situation personnelle et le reste du pays.» Ils préfèrent l'idéologie à la logique. ◆

(1) Le prénom a été modifié.



Medhanie, aide-soignant érythréen, et son amie Madeleine, 86 ans, engagée pour l'accueil des immigrants à

Dans un village de l'Aveyron, «l'élan de solidarité a fait boule de neige»

A Saint-Chély-

ainsi que leurs neuf enfants. | l'Erythrée, dont les exilés | que j'ai pensé qu'il n'allait pas | nais tout



neuf personnes d'origine étrangère sur un total de 45 salariés. Toutes travaillent comme aides-soignants ou

d'Aubrac, l'accueil enthousiaste de familles étrangères a repeuplé l'école et permis d'assurer le fonctionnement de l'Ehpad local.

Il n'y a pas si longtemps, racontent les anciens, on était considéré ici comme un éternel étranger dès lors qu'on était né un peu loin du village. Aujourd'hui, à Saint-Chély-d'Aubrac (Aveyron), on bénit ces enfants originaires de plusieurs pays asiatiques et africains, qui repeuplent les bancs de l'école, et leurs parents qui permettent à l'Ehpad local de fonctionner. «Sans eux, on ne pourrait pas y arriver», résume David Morin, directeur de cette maison de retraite. Ancré sur les contreforts du plateau de l'Aubrac, ce village de 525 habitants s'est mobilisé depuis 2018 pour accueillir cinq Érythréens, trois Vietnamiens, une Roumaine,

Evoquer cette épopée ranime la fierté des habitants. «L'esprit du village a été transformé», s'enthousiasme Madeleine, 86 ans. «Ici on est à la montagne, il n'y a jamais eu d'étrangers. Aujourd'hui, on ne voit plus de différences entre nous tous, on ne se pose plus de questions. C'est comme si ces familles étaient là depuis le Moyen Âge! Les mentalités ont changé», assure la maire, Christiane Marfin. Elue sans étiquette en 2014, cette centriste, comme elle se définit, constate lors de son premier mandat que son école flambant neuve voit ses effectifs s'effondrer. «Les jeunes d'ici partent dans les grandes villes comme Toulouse. En deux ans, nous étions passés de 40 enfants à 25, et on nous a supprimé un demi-poste d'institutrice», raconte l'élue. Alors je me suis dit qu'il fallait faire venir des gens d'ailleurs. Christiane Marfin pense d'abord à la Syrie. Mais son interlocuteur à la préfecture l'oriente vers

bénéficient du statut de réfugiés. Lorsqu'elle évoque son projet au conseil municipal, elle se souvient de réactions mitigées. «Certains étaient très motivés par un tel accueil, mais j'ai aussi entendu: "Comment ça, Christiane veut faire venir des noirs à Saint-Chély?"» retrace-t-elle.

Ferveur. Le premier réfugié accueilli se nomme Biniam. Son parcours est désormais connu de tous au village: enrôlé de force dans l'armée érythréenne, il a fui la dictature avec femme et enfants et rejoint l'Ouganda. Il en repart seul, en quête d'un avenir meilleur pour sa famille. Il traversera neuf pays avant d'arriver dans un centre de demandeurs d'asile, à Toulon. En novembre 2018, à Saint-Chély-d'Aubrac, tout est prêt pour le recevoir, notamment un logement municipal et un poste à l'Ehpad. «Avec une adjointe, nous sommes allées le chercher à la gare de Rodez. Il neigeait tellement

rester», raconte Christiane Marfin. Quand on a vu descendre du bus cet homme tout maigre, on s'est dit "c'est qu'ilte ou double". Ce sera double. Car l'arrivée de Biniam s'accompagne d'une ferveur qui surprend les habitants eux-mêmes. Les dons de vêtements, de meubles, d'électroménager affluent pour faciliter son installation, et les bonnes âmes du village se mobilisent. Parmi elles, Monique, une institutrice à la retraite: «Cet élan de solidarité, dit-elle, a fait boule de neige.» Les dernières réticences sont emportées par Biniam, chaleureux et désireux de s'intégrer. «Il était même là pour les commémorations du 11 Novembre, se souvient Monique. Il est aussi venu chanter à la chorale, même si on voyait bien que ça ne lui plaisait pas trop...» «Quand j'étais à Toulon, je me suis fait exploiter par un patron qui ne m'a pas payé», raconte Biniam. Ici, tout le monde me connaît, et je con-

le monde. C'est ma deuxième famille. Je suis né deux fois. Aujourd'hui âgé de 43 ans, l'Erythréen a acheté un terrain pour y bâtir sa maison. Sur les murs de son intérieur impeccable s'affichent des paysages de l'Aubrac. A la direction de l'Ehpad, confrontée depuis des années à d'importants problèmes de recrutement, cette première arrivée a ouvert de nouvelles perspectives. L'établissement privé à but non lucratif, géré par la fondation Maison de retraite de Saint-Chély-d'Aubrac, va désormais s'investir dans l'accueil de salariés étrangers. «Après l'arrivée de Biniam, nous avons organisé la venue de sa famille réfugiée en Ouganda, explique David Morin. Son épouse travaille désormais elle aussi à la maison de retraite. Puis Biniam nous a aidés à contacter un autre couple d'Erythréens...» De fil en aiguille, l'Ehpad va ainsi recruter, de 2018 à 2025,

agents de service. «Lorsque ces salariés débutent, ils sont chargés de la distribution du linge, un poste où parler notre langue n'est pas nécessaire, détaille le directeur. Ils suivent des cours de français deux fois par semaine au sein de notre établissement et travaillent ensuite auprès des résidents.» Au village, chacun connaît un parent ou un ami hébergé dans la maison de retraite. «Donc tout le monde sait que ça se passe très bien avec ces salariés», poursuit David Morin. Nous attendons à présent la venue d'un Équatorien... Mais pour l'heure, aucun n'a encore la nationalité française alors que tous aimeraient l'obtenir. Or les critères d'obtention sont devenus drastiques, dénonce Patrick Gomez, président de la fondation gestionnaire de l'Ehpad: «Pour le pays des droits de l'homme, ça fait mal.» Mais à Saint-Chély, les volontés ne faiblissent pas. La mai-



gère que sa signature sera un soutien lors de l'élection présidentielle. Les syndicats tentent eux aussi de se faire entendre. La secrétaire générale de la CFDT, Maryline Léon, souhaite que la France sorte de «l'hyppocrisie»: l'économie française «ne peut pas fonctionner sans les immigrés». Elle s'oppose au «discrimination des régions» et souligne les «effets défectueux du passage» de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur. Et a mis en place une circulaire qui complique davantage la vie des sans-papiers, qui «arrivent même

avec, sans papiers, ou sans papiers, pour les politiques. Ils lui parlent de la «superv» nous-mêmes qui cache les enfants ou de l'aide à domicile qui «prend soin» des parents. «A tous les coups, ou presque, ce sont des personnes issues de l'immigration. Ils voient bien l'avenir. Ils sont conscients du manque de personnes dans le secteur, mais ils ne font jamais le lien entre leur situation personnelle et le reste du pays.» En peignant l'obédience à la logique. ■

02/Le premier a été accueilli.



Medhanie, aide-soignante érythréenne, et son amie Madeleine, 86 ans, engagée pour l'accueil des immigrés à

Dans un village de l'Aveyron, «l'élan de solidarité a fait boule de neige»

A Saint-Chély-d'Aubrac, l'accueil

ainsi que leurs neuf enfants. Evoquer cette épopée ranime

l'Erythréen, dont les exilés bénéficient du statut de réfu-

qui fut pensif qu'il fallait pas rester, raconte Christiane

mais tout le monde.



neuf personnes d'origine étrangère sur un total de 45 salariés. Toutes travaillent comme aides-soignants ou agents de service.



Saint-Chély-d'Aubrac. Homonyme de son collègue à l'Ehpad, l'agent de service hospitalier Medhanie, et Louis, aide-soignant vietnamien, jeudi à Saint-Chély.

rie gère les démarches administratives et fournit un toit aux nouveaux venus, installés dans des logements communaux ou privés à faible loyer. Quant aux bénévoles, ils emmènent les enfants découvrir leur environnement, leur lisent des histoires pour les familiariser avec le fran-

çaise à Saint-Chély lorsqu'il s'est marié avec Adiam, qui travaille elle aussi à l'Ehpad. Tous deux ont choisi David Morin comme témoin de mariage. *«J'étais infirmier et sage-femme en Erythrée, raconte Medhanie. J'ai dû quitter mon pays et pendant onze ans, dont trois à Malte,*

«Les statistiques sur la délinquance sont imparfaites»

L'économiste Jérôme Valette analyse et

En France, les étrangers représentent 8,8% de la population totale, mais ils sont surreprésentés dans la délin-

quance. Elles rendent compte d'une part de la criminalité impliquant des personnes de nationalité étrangère, mais

çais, organisent des lotos pour leur apprendre les chiffres, les aident à faire leurs devoirs, accompagnent les parents dans l'apprentissage de la langue, les véhiculent pour faire leurs courses... «Plein de gens se sont impliqués», résume Sofia. Cette bénévole a même donné sa voiture à Biniam, car il en avait «plus besoin» qu'elle.

«L'accent d'ici». De leur côté, les familles d'exilés s'investissent dans la vie locale : certains ont rejoint le club de foot ou le comité des fêtes, trois se sont engagés comme pompiers volontaires. «Les gens du village sont très gentils et chaleureux», constate avec émotion Maria, 42 ans, partie du Vietnam en 2019. «Ma famille et moi sommes restés quatre ans en Lettonie où tout était compliqué pour nous. Dès notre arrivée ici, mon mari et moi avons pu travailler.» Medhanie, 45 ans, a organisé une grande

j'ai dormi dans la rue, traversé la mer... Ici, tout le monde nous a aidés. Aujourd'hui, mes deux enfants, ce sont des Saint-Chélois.» Son amie Madeleine lance, comme en écho : «Ton épouse, c'est comme ma fille.» Pour Carole Peyrac, professeur des écoles à Saint-Chély-d'Aubrac, cette aventure humaine a «élargi l'horizon des autres enfants». Chargée de plusieurs niveaux, elle a dû se débrouiller en classe, à chaque nouvelle arrivée, face à des enfants ne parlant pas français et ayant suivi une scolarité en pointillé. «Mais ils ont toujours été poussés par leurs parents, eux-mêmes très à l'écoute de nos conseils», note-t-elle, avant d'ajouter en souriant : «Certains de ces enfants ont à présent l'accent d'ici ! Je suis fière de mes élèves... et de mon village.»

SARAH FINGER

Correspondante en Aveyron

Photos

JULIEN COQUENTIN

deconstruit le supposé lien de cause à effet entre l'immigration et la hausse de la criminalité.

L'idée repose sur des chiffres : les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques sur la délinquance. Certains médias et politiques assoient leur rhétorique anti-immigration sur ces données, empêchant tout débat sur l'opportunité de relancer la démographie en France grâce aux étrangers. Pourtant, le chercheur en économie au Centre d'études prospectives et d'informations internationales Jérôme Valette invite à relativiser les apparences statistiques et à prendre en compte des biais externes. **La Commission nationale consultative des droits de l'homme indiquait en 2022 que 52 % des Français considéraient l'immigration comme la principale cause d'insécurité. Ce sentiment est-il corroboré par les chiffres ?**



DR
INTERVIEW

quance et comptent pour 17% des personnes mises en cause et 24% de la population carcérale. Parfois beaucoup plus si on considère des délits spécifiques. Personne ne remet en cause ces chiffres mais ils comportent des angles morts qui empêchent, à eux seuls, de clore le débat sur le lien entre immigration et délinquance. C'est pourquoi les économistes vont plutôt comparer l'évolution de la criminalité entre des localités affectées différemment par l'immigration. Avec cette méthode, un consensus se dégage qui est que l'immigration n'a pas d'effet causal sur le niveau moyen de délinquance. Les effets peuvent néanmoins varier selon les lieux, les périodes, les ca-

ractéristiques socioéconomiques des immigrés et les politiques d'accueil mises en œuvre.

Quels sont alors les facteurs pouvant expliquer la surreprésentation des étrangers dans les chiffres de la délinquance ?

Les statistiques sur la délinquance des étrangers sont éclairantes mais impar-

aussi d'autres facteurs qui ne disent rien de la propension des immigrés à commettre des infractions. Ces données peuvent ainsi être influencées par les pratiques de ciblage policier pour certains délits, par d'éventuelles discriminations liées à la nationalité ou à l'origine, ou encore par des infractions commises par des étrangers de passage, non installés durablement sur le territoire. Elles reflètent aussi des différences socioéconomiques et démographiques entre les populations immigrées et natives, des facteurs eux-mêmes associés à des probabilités différentes de passage à l'acte.

Quels peuvent être les effets de processus de régularisation sur les statistiques de délinquance ?

Plusieurs expériences, notamment en Italie, suggèrent que les politiques de régularisation peuvent réduire la probabilité qu'un individu commette un délit, en particulier pour les infractions à caractère économique, comme les vols ou les atteintes aux biens. En facilitant l'accès à l'emploi légal et en améliorant les conditions salariales, la régularisation contribue à diminuer les délits liés à la précarité économique.

Recueilli par **THÉO EBERHARDT**